

WARAA

Les Vainqueurs

Sport / Football



Gianni Infantino, neuvième président de la FIFA **P7**

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 02 Mars 2016 N° 102 - Prix 250 F CFA

La phobie des coups de force électoraux



Le chef de file de l'opposition joue-t-il franchement son rôle ? **P6**

Millennium Challenge Corporation

Les responsables du MCC séjournent au Togo depuis le 29 février **P6**

Célébration de la Journée Internationale de la Femme



Les chefs de zones des « Amazones de la république » en réunion préparatoire **P2**

Présidentielle au Niger

L'épineuse question de la détention de Hama Amadou **P7**

Genève : Faure Gnassingbé à la tribune de la 31^e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU



« Nous avons pris les mesures nécessaires avec hardiesse pour l'enracinement des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie de notre peuple » **P3**

NECROLOGIE

Kokou Tozoun, président de la HAAC, a rendu l'âme **P4**



Célébration de la Journée Internationale de la Femme

Les chefs de zones des « Amazones de la république » en réunion préparatoire

Afin de mieux préparer la Journée Internationale de la Femme célébrée le 08 mars de chaque année, les chefs de zone de la branche active de la Synergie d'Action pour l'Équité Genre dénommée « les amazones de la république » ont tenu une réunion extraordinaire le 26 février dernier. Cette réunion a été présidée par la présidente de ce mouvement Rose Koudjome. Cette réunion préparatoire a permis aux responsables des « amazones de la République » de définir les activités à mener pour marquer la Journée Internationale de la Femme. Unaniment, elles ont décidé d'organiser le 19 mars des « sketches » et un gala de football qui opposera des équipes habillées de maillots aux couleurs et effigies des principaux partis politiques togolais. Ceci, pour prouver que le mouvement « les amazones de la république » est un mouvement qui réunit les femmes de différents partis politiques, en vue de créer une force de persuasion sur les décideurs politiques



d'aujourd'hui et de demain pour la prise en compte effective des préoccupations des femmes dans les politiques et programmes de développement. Par ailleurs, cette rencontre a servi d'occasion pour la présidente de ce mouvement, Rose Koudjome, d'annoncer la création prochaine d'une microfinance qui octroiera des prêts aux femmes membres des « Amazones de la République ». Pour elle, les conditions d'accès au crédit dans notre pays restent toujours difficiles pour les femmes. En outre, l'une des décisions importantes prises lors de cette réunion, est de voir le mouvement jouer véritablement un rôle de veille contre les

attaques terroristes dont les horreurs ont atteint notre sous-région avec l'attaque récente du Burkina Faso avec qui nous partageons les frontières. Pour se faire, « les amazones de la république » comptent dans un futur très proche entreprendre une tournée de sensibilisation sur toute l'étendue du territoire afin d'appeler les populations à plus de vigilance pour que ces actes barbares n'atteignent pas notre pays. Pour finir, la présidente des « amazones de la république » a exhorté les chefs de zones présents à cette réunion à relayer l'information auprès de leur base afin que toutes les décisions prises connaissent des aboutissements heu-



reux.

Rappelons que, « les amazones de la république » est un mouvement de la synergie d'action pour l'équité genre lancé officiellement le 05 mars 2015 avec pour objectifs de sensibiliser les femmes autour des idéaux de paix, de sécurité, de solidarité et de réconciliation nationale, de défen-

dre avec véhémence et par tous les moyens légaux les droits de la femme et de la jeune fille togolaises, de former, d'informer et de sensibiliser les femmes sur les grands axes des politiques et programmes de développement au niveau national comme international.

Tched

W ARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
Ezi Akoma
W. Maléki
Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs :
appelez le 90- 02- 52- 45

Retrouvez
votre Journal
W ARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Genève : Faure Gnassingbé à la tribune de la 31^e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

«Nous avons pris les mesures nécessaires avec hardiesse pour l'enracinement des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie de notre peuple»

La 31^e session du conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est ouverte lundi à Genève en suisse en présence du chef de l'Etat, Faure E. Gnassingbé arrivé dans la capitale helvétique dimanche en fin d'après midi.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Togo est membre du conseil des droits de l'homme de l'ONU. L'élection du Togo comme membre de ce conseil peut être interprétée d'abord comme une reconnaissance de la communauté internationale des progrès réalisés mais aussi c'est un engagement ferme du pays à promouvoir et à protéger les normes les plus élevées en matière des droits de l'homme. Le Chef de l'Etat a tenu à être présent à cette session pour marquer sa disponibilité à faire plus en matière du respect des droits de l'homme. Selon lui, il ne saurait y avoir de véritable développement pérenne sans le respect des droits de l'homme. Plusieurs personnalités se sont succédées à la tribune de cette 31^e session du conseil des droits de l'homme pour exhorter les nations du monde à faire mieux en matière du respect des droits humains. Mais sans doute, c'est l'allocution du président de la République qui a retenu le plus l'attention des différentes délégations présentes. Il a d'entrée réitéré la reconnaissance de peuple et du Gouvernement togolais à l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour l'élection du Togo comme membre de ce prestigieux organe chargé de renforcer la promotion et la protection



tion des droits de l'homme dans les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies. « Nous percevons cette élection comme une opportunité sans précédent pour poursuivre le travail de longue haleine que nous avons engagé au Togo, avec le concours de nos partenaires, afin que les droits fondamentaux de la personne humaine occupent une place centrale dans notre agenda pour le développement économique et social. » a indiqué le Chef de l'Etat visiblement très heureux de se présenter pour la première fois devant le conseil. Longtemps mis au banc des pays accusés par une partie de la communauté internationale pour déficit démocratique, le Togo était considéré comme un pays qui respecte moins les droits de l'homme. Aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous le pont et les choses ont considérablement changé. « Nous en avons tiré les leçons et avons pris les mesures nécessaires avec hardiesse pour l'enracinement des droits de l'homme dans toutes les sphères de la vie de notre peuple », a affirmé

Faure Gnassingbé avant d'exprimer toute sa gratitude à la communauté internationale et plus spécialement au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme pour son accompagnement multiforme. Rappelons que chaque année, le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU se réunit en 3 sessions. Cette 31^e session qui se déroule du 29 février au 24 mars est la première de cette année 2016. Elle est axée sur le thème : « Les objectifs du Développement durable et les droits de l'homme ». La 2^e session de l'année aura lieu en juin alors que la 3^e est prévue en septembre. Un débat de haut niveau a eu lieu également lundi au siège du conseil. Soulignons que l'année 2016 marque le 30^e anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur le Droit au Développement. C'est aussi le 10^e anniversaire du conseil des droits de l'homme de même que le 50^e anniversaire des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. En marge des travaux de cette 31^e session du conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Chef de l'Etat a accordé plusieurs

audiences à des personnalités venues d'horizons divers.

Le ballet des audiences a démarré dans la matinée du lundi 29 février juste après l'intervention du Chef de l'Etat à la tribune du conseil. D'abord, il a conféré avec le Ministre Français des Affaires Etrangères, Jean-Marc Ayrault. A sa sortie d'audience, le diplomate français et ancien Premier ministre de son Etat a déclaré être venu discuter avec le Président togolais des sujets brûlants de l'heure notamment la bonne tenue de l'élection présidentielle de l'année dernière

surtout l'expertise apportée par la francophonie pour la bonne tenue de l'élection présidentielle de l'an passé.

Ensuite le Chef de l'Etat s'est entretenu avec M. MOGENS Lykke toft, Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies et de M. Michael Moller, Directeur Général de L'office des Nations Unies à Genève. Rien n'a été filtré de cet entretien. Les portes du Président de la République se sont ouvertes pour la quatrième fois à M. CHOI Kyong-Lim, Ministre des affaires Etrangères du Royaume du Maroc. Juste après, c'est M. Mickheil



au Togo, les réformes en cours au pays, le rôle du Togo pour le maintien de la paix au mali et ailleurs, le terrorisme, l'organisation en octobre du sommet de l'union Africaine sur la sécurité maritime et le développement à Lomé etc...

La deuxième audience a été accordée à Mme Mickael Jean, Secrétaire Général de la Francophonie. Même si la patronne de cette institution n'a rien déclaré à sa sortie d'audience, on imagine aisément qu'elle aurait discuté avec le N°1 togolais des questions liant son institution au Togo

Janelidze, Ministre des affaires Etrangères de la Géorgie qui est allé visiter le Chef de l'Etat. La Situation en Géorgie et la future collaboration entre les deux pays au niveau de l'ONU était au menu des discussions. Le dernier à rendre visite au Chef de l'Etat pour le compte de la journée de lundi 29 février c'est M. Zeid Ra'ad al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme. Rien n'a filtré de leur entretien.

Michel Tchadja de Genève
pour WARAA

Zèle excessif d'un homme politique Jean Pierre Fabre utilise son titre de « Chef de File de l'Opposition » pour influencer les ministres

Depuis que le président de l'ANC, Jean Pierre Fabre arbore légalement le titre de Chef de File de l'Opposition Togolaise, il s'est lancé dans un zèle excessif et cherche à tous les moyens à dicter ses lois aux membres du gouvernement togolais comme s'ils étaient uniquement à son service. En moins de deux semaines lui et son mentor Eric Dupuy se sont déjà attaqués à deux ministres notamment le ministre de la sécurité Yark Damehane et le Ministre de l'administration territoriale Payadowa Boukpepsi. Dans le cas de l'arrestation du vétérinaire togolais résident dans un coin perdu en France, Antoine Randolph, c'est Eric Dupuy qui s'est chargé de traiter de tous les noms d'oiseaux le ministre Yark

Damehane qui avait soutenu sur une radio de la place qu'il n'avait pas le temps de répondre à Jean Pierre Fabre. En effet, Antoine Randolph qui ne représente aucune menace politique a été intercepté à la frontière Togo-Bénin par les services de renseignements Togolais. Même si les raisons de son arrestation ne sont pas encore déclarées officiellement, le ministre Yark a indiqué que c'est pour des raisons sécuritaires. Mais de sources concordantes, le Franco-Togolais préparerait un plan de déstabilisation de l'Etat. A l'heure où les enquêtes se poursuivent pour situer sa responsabilité et éclairer la lanterne des togolais, Fabre ne cesse de se prévaloir de son titre de Chef de File de l'Opposition pour demander des explications



© alome.com avec AFP

au ministre Yark Damehane. Le refus du ministre de répondre à la lettre du président de l'ANC lui demandant de faire la lumière sur l'affaire Randolph a rapidement fait sortir le volatile Dupuy de ses gongs. Insolent et prétentieux. Parce que soldat, il se croit au-dessus de la loi. C'est ce comportement qui nous fait dénoncer vigoureusement la nomination des soldats dans les ministères et à la tête des

préfectures. Je l'invite à lire la loi portant statut de l'opposition, notamment les articles 11 et 12. Il ne doit pas oublier qu'un ministre est au service du peuple et que c'est au nom du peuple togolais que le chef de file de l'opposition lui a adressé cette lettre. Quant à lui, il ne peut se prévaloir d'aucun suffrage», a pesté Eric Dupuy qui fait de l'insulte et du dénigrement une stratégie parfaite de

communication. Après Yark Damehane, c'est sur le ministre Payadowa Boukpepsi que le parti Orange a bondi cette semaine. Le ministre en question avait invité Jean Pierre Fabre le 16 février pour lui exposer les « grands axes de la feuille de route de la décentralisation et des élections locales » histoire de lui faire savoir que le gouvernement s'active pour l'organisation des élections locales contrairement à ce qu'il pense. A la fin de la rencontre, Fabre insiste à prendre les documents administratifs, ce que le ministre a refusé. Cette semaine, il s'est appuyé sur son duel avec le ministre pour mettre en garde tout le gouvernement à travers une correspondance. «Je voudrais par conséquent

Suite à la p 6

NÉCROLOGIE

Kokou Tozoun, président de la HAAC, a rendu l'âme



La presse togolaise est en deuil. Le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a tiré sa révérence dans la nuit de dimanche à lundi dans une formation sanitaire suite à une maladie qui a eu raison de lui. Nommé à la tête de la HAAC depuis 2011, en remplacement de Philippe

Evégnon, Kokou Tozoun n'aura pas le temps d'achever son mandat qui finit dans quelques mois. Il faut rappeler qu'avant d'être propulsé à la tête de cette haute institution qui gère les médias au Togo, Kokou Tozoun a passé sa vie à servir le pays à travers de hauts postes qu'il a occupés. En effet, le natif de Tohoum avait occupé plusieurs postes ministériels. Il fut ministre de la Fonction publique, du travail et de l'emploi, ministre des Affaires étrangères et de la coopération, ministre de la Communication et de l'éducation civique. Il a également été ministre de la justice dans le gouvernement de Komlan Mally. Il faut ajouter que Kokou Tozoun a servi en tant que rapporteur de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au moment des élections législatives de 2007. Il était aussi Président de la Plate-forme des Régulateurs de l'Audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée. Bien avant son entrée au gouvernement, il était un grand syndicaliste. Il fut l'un des pionniers de l'UGSL. Comme on le dit souvent, à 61 ans, Kokou Tozoun a finis sa mission sur terre. Mais il laisse un vide difficile à combler.

La Rédaction

COMMUNIQUE

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine de la République Togolaise organise, en collaboration avec le Ministère fédéral des Affaires Etrangères de la République fédérale d'Allemagne, **les 4 et 5 avril 2016, à Lomé**, le forum de la coopération germano-togolaise.

Ce forum, qui s'inscrit dans la dynamique de refondation du lien stratégique et des relations économiques privilégiées entre le Togo et l'Allemagne, permettra aux Chefs d'entreprises, Professionnels et Responsables d'institutions économiques, Investisseurs, Universitaires, Représentants des organisations de la société civile, entre autres, d'échanger sur leurs expériences et point de vue sur les potentialités de partenariat ainsi que les opportunités d'affaires et d'investissement dans l'espace économique germano-togolais.

Il offrira une occasion inédite de rencontres, de découvertes, d'expositions et d'initiatives novatrices dédiées à la création de synergies entre les décideurs économiques et les autres acteurs du développement.

A cet égard, les membres de la diaspora togolaise résidant en République fédérale d'Allemagne sont vivement encouragés à prendre part à ce forum.

Pour plus de renseignements sur ledit forum, veuillez contacter :

- **Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine / Direction de la Coopération internationale**

Tél : (228) 22 21 36 01 / 22 21 88 32 / 90 70 88 68

E-mail : maeirtgce@yahoo.fr

koffiakakpo2003@yahoo.fr

- **Ambassade du Togo en République fédérale d'Allemagne (Berlin)**

Tél : +49 30 49 90 89 68

+49 15 21 29 51 915

E-mail : Botschafttogo@web.de

OGO GERMANY DEUTSCHLAND TOGO GERMANY ALLEMAGNE TOGO GERMANY DEUTSCHLAND TOGO GERMANY AL

Togo-Allemagne

Le printemps de la coopération

Der Frühling der Kooperation

Lomé du 3 au 6 avril 2016

Organisé par le ministère togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'intégration africaine



Ambassade
de la République Fédérale d'Allemagne
Lomé



A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

La phobie des coups de force électoraux Le chef de file de l'opposition joue-t-il franchement son rôle ?

Le tout nouveau chef de file de l'opposition, au-delà des multiples coups acerbes de ses anciens camarades de lutte sur la validité de son titre, commence à jouer son rôle de premier interlocuteur auprès de l'exécutif. Jean Pierre FABRE, puisse que c'est de lui qu'il est question, vient d'adresser samedi une correspondance au Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales. Dans cette correspondance, le leader du CAP 2015 accuse le gouvernement de « **chercher à surprendre et à imposer unilatéralement les modalités, les conditions ainsi que le calendrier des élections locales de manière à en dévoyer le caractère républicain et démocratique** ». Pour

le patron de l'ANC c'est un nouveau coup de force électoral en perspective que prépare l'exécutif togolais. Il estime par ailleurs que les élections locales ne peuvent se tenir sans les réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales contenues dans l'Accord Politique Global (APG) signé en 2006 et dans les 22 engagements souscrits par le Togo avec l'Union Européenne depuis 2004. Le chef de file de l'opposition qui a le droit constitutionnel d'alerter le pouvoir sur des questions d'intérêt national doit-il voir le mal partout ? Sa nouvelle posture ne lui impose-t-elle pas une certaine hauteur et des analyses plus objectives ? Le chef de file de l'opposition finit sa corres-

pondance au Ministre par une menace qui ne dit pas son nom « **la classe politique et les populations togolaises rejettent avec force le nouveau coup de force électoral en préparation** ».

La période pré-électorale des locales que tous les togolais attendent tel un sauveur doit être organisée avec soin. Et il revient à chacun de jouer sa partition pour obtenir à la fin une musique plus harmonieuse. De ce fait toutes les oppositions avec à leur tête le chef de file doivent entreprendre, sans délai, des actions visant une réforme consensuelle de la constitution, de toutes les institutions et du code électoral de notre pays. Aujourd'hui le temps n'est plus à la réaction par rapport aux actions du gouvernement mais à



l'action, à des propositions. L'inertie légendaire qu'on connaît à l'opposition en période morte doit se muer en une force dynamique

SENA LE LIBRE PENSEUR

Zèle excessif d'un homme politique

Jean Pierre Fabre utilise son titre de « Chef de File de l'Opposition » pour influencer les ministres

Suite de la p 4

mettre en garde le gouvernement contre toute tentative d'imposer à la classe politique et aux populations togolaises, les orientations iniques et aberrantes que vous avez mentionnées dans votre exposé du 16 février dernier et dont j'attends toujours, pour étude et avis motivé, les documents physiques permettant d'avoir une idée claire des objectifs nationaux visés. », a-t-il écrit. « La classe politique et les populations togolaises rejettent avec force le nouveau coup de force électoral en préparation et exigent le

respect rigoureux de l'APG, notamment à travers l'organisation consensuelle d'élections locales honnêtes, transparentes, équitables et démocratiques. », poursuit-il.

A cette allure, Jean Pierre Fabre veut s'imposer à tout le gouvernement. Avec le temps il va en tant que Chef de File de l'opposition exiger que les ministres passent par lui avant de rendre compte au chef du gouvernement et au chef de l'Etat.

Jack NUKUNU

Les responsables du MCC séjournent au Togo depuis le 29 février

Le Togo a reçu la visite d'une délégation du Millennium Challenge Corporation (MCC). Depuis lundi cette délégation conduite par Thomas Kelly entreprend des rencontres avec les officiels togolais.



Nous avons évoqué les progrès accomplis en matière de réformes. Notre délégation est venue féliciter les autorités pour l'éligibilité du Togo au Programme Threshold. Cette étape est une reconnaissance des réformes qui ont été opérées dans le domaine politique et économique, a déclaré M. Kelly à l'issue de la rencontre que lui et sa délégation

ont eu avec le Premier Ministre Klassou Sélom. Après le chef du gouvernement M. Kelly a rencontré le président et le bureau de l'Assemblée Nationale. Les émissaires américains finissent leur mission demain. Bien avant de retourner au USA, ils vont rencontrer les membres du gouvernement, la société civile et le

secteur privé afin de fixer le cap de la coopération et identifier les priorités.

Le Togo a franchi une étape décisive dans le processus devant conduire à son éligibilité complète au MCA, le Millennium Challenge Account.

Le pays va bénéficier cette année du programme seuil (Threshold) qui lui permettra d'atteindre plus rapidement le 'compact' dont l'enveloppe peut atteindre 400 millions de dollars d'aide.

D'ores et déjà, le programme Threshold pourrait se concrétiser par l'octroi de plusieurs dizaines de millions de dollars.

La Rédaction

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

Sport/Football

Gianni Infantino devient le neuvième président de la FIFA

Gianni Infantino, jusque-là secrétaire général de l'Union des associations européennes de football (UEFA), a été élu président de la Fédération internationale de football (FIFA), avec 115 voix au second tour de l'élection, devant le cheikh bahreïni Salman Ben Ibrahim Al-Khalifa, président de la Confédération asiatique (88 voix), le prince jordanien Ali Ben Al-Hussein (4) et le Français Jérôme Champagne (0), vendredi 26 février à Zurich. C'est la « semaine la plus importante des cent douze ans d'histoire de la FIFA », avait déclaré le natif de Brigue (Suisse). Il y a six mois, personne ne s'attendait à voir le zélé secrétaire général de l'UEFA brigrer la fonction suprême.

« Restaurer l'image de la FIFA » Mais depuis aujourd'hui, ce facétieux juriste au crâne glabre est officiellement le nouveau président de la FIFA. Agé de 45 ans, il succède à Joseph Blatter, en place depuis dix-sept ans, et est élu pour un mandat de quatre ans. Il aura pour mission de restaurer l'image et la crédibilité de la FIFA en glissant dans la pire crise de son histoire, sur fond de corruption à grande échelle.

« Nous allons restaurer l'image de la FIFA », a assuré Gianni Infantino juste après son élection. « Tout le monde doit être fier de la FIFA », a insisté le dirigeant, qui s'est félicité de ce « grand signe de démocratie ».

« J'ai fait un voyage exceptionnel, qui m'a fait rencontrer beaucoup de gens fantastiques, beaucoup de gens qui aiment le foot, respirent le foot chaque jour, et beaucoup de gens qui méritent que la FIFA soit hautement respectée. » Dans un second temps, Gianni Infantino a par ailleurs indiqué vendredi avoir une « très forte pensée » pour Michel Platini, dont il a été le n°2 à l'UEFA et qui est actuellement suspendu pour le paiement



controversé de 1,8 million d'euros reçu en 2011 de Joseph Blatter, sans contrat écrit, pour un travail de conseiller achevé en 2002.

« Je n'ai pas mentionné son nom [dans sa première réaction après l'élection], car je n'ai mentionné personne en particulier, mais je le remercie, pour ce qu'il m'a donné, ce qu'il m'a appris, j'ai une très forte pensée pour lui, vous pouvez me croire. »

Le nouveau président a été félicité « sincèrement et du fond du cœur » par son prédécesseur, Sepp Blatter. « Avec son expérience, ses capacités, son sens de la stratégie et de la diplomatie, il apporte toutes les qualités avec lui, pour poursuivre mon travail et ramener la FIFA vers la stabilité », a ajouté Blatter qui a souhaité à Gianni Infantino, Valaisan comme lui, « beaucoup de chance et de succès ».

Améliorer la gouvernance et les finances de la FIFA

Le Cheikh Salman a, lui, été peut-être victime des critiques récurrentes des ONG de défense des droits de l'Homme sur son rôle présumé dans la répression du soulèvement démocratique dans

son pays en 2011. Une poignée de manifestants anti-Salman s'étaient même postés devant le Hallenstadion, centre des congrès de Zurich où la FIFA était réunie. Une telle carte de visite aurait fait désordre au moment où l'instance mondiale tente de se refaire une virginité.

Sur le plan économique, Infantino va également devoir affronter un « environnement économique difficile », selon les termes employés par le secrétaire général intérimaire Markus Kattner. Malgré des réserves de 1,5 milliard de dollars, la FIFA est en retard de 550 millions de dollars (500 millions d'euros) sur ses objectifs financiers d'ici à 2018, et il compte maintenant tout de même « l'objectif de chiffrer d'affaires de 5 milliards de dollars pour la période 2015-2018 ».

Durant la matinée, le Congrès a également validé le train de réformes censé la remettre sur le droit chemin. Elles visent essentiellement à améliorer la gouvernance avec une limitation à 12 ans du cumul des mandats du président, à contrôler de l'intégrité des élus et à augmenter la transparence des rémunérations.

Source : le monde

Présidentielle au Niger

L'épineuse question de la détention de Hama Amadou

Le 20 mars prochain se déroulera au Niger le second tour de l'élection présidentielle. Il confrontera le président sortant Mahamadou Issoufou, arrivé en tête au premier tour, au candidat de l'opposition, Hama Amadou. Mais ce dernier est toujours en prison. Une situation juridiquement problématique. Alors quelles sont ses chances d'être remis en liberté et de faire campagne sur le terrain ?

Plusieurs spécialistes des questions juridiques estiment que, pour l'instant du moins, il n'y a pas d'issue, juridiquement parlant, à la situation du candidat Hama Amadou. Les chances pour ce dernier de se voir de sitôt mis en liberté provisoire pour battre campagne semblent ténues.

Déjà au premier tour, répondant à une dizaine de députés, la Cour constitutionnelle avait déclaré ne pas être compétente pour enjointre au juge pénal de mettre le candidat détenu Hama Amadou en liberté. Abondant dans le même sens, N° 102 - Mercredi 02 Mars 2016



la Cour de la Cédéao avait également ordonné la continuation de la procédure judiciaire.

Au vu de ses nouvelles prouesses électorales, son sort va-t-il changer ? Là également, certains magistrats contactés par téléphone, répondent que « la seule issue qui s'offre à lui est de comparaître devant un juge. »

« Aucun juge ne peut libérer un détenu sans une requête signée en bonne et due forme par ses avocats », précise-t-on. Or les avocats de Hama Amadou

avaient déclaré qu'ils ne réclameraient plus la mise en liberté provisoire de leur client, jugeant l'affaire « politique ». Une autre alternative qui se présente au candidat Hama Amadou dans l'imédiat, est, dit-on, de changer d'avocat. Ainsi donc, la nouvelle défense pourra déposer une nouvelle requête auprès du juge, qui pourrait l'apprécier dans un délai de 38 jours, selon l'article 548 du Code de procédure pénal.

Source : rfi

INSOLITES

★ Une étudiante arrêtée pour avoir harcelé le ministre des finances Emmanuel Macron

Une étudiante en droit de Montpellier a été placée en garde à vue pour avoir harcelé durant des mois Emmanuel Macron avec des messages d'amour et des photos érotiques, a déclaré vendredi Christophe Barret, le procureur de la République de la ville.

Depuis septembre 2015, cette étudiante gabonaise de 29 ans inondait la boîte mail personnelle du ministre de l'Economie, qui a fini par déposer plainte le 16 février.

La police judiciaire de Montpellier, chargée de l'enquête, a localisé l'auteur de messages à Juvignac, une commune de l'agglomération montpelliéraine, où elle a perquisitionné son domicile, emmenant téléphone portable et ordinateur.

« C'est une personne perturbée sur le plan psychiatrique qui envoyait depuis plusieurs mois des mails et des photos déclarant sa flamme à Emmanuel Macron », a dit à Reuters Christophe Barret. L'étudiante a été placée en garde à vue jeudi pour « messages réitérés malveillants en vue de troubler la tranquillité d'autrui » et relâchée vendredi après une expertise psychiatrique.

« Au vu de la répétition des mails, le ministre a déposé plainte mais c'est une personne qui ne présente pas un danger à proprement parler », a précisé Christophe Barret.

La jeune femme sera convoquée par la justice dans le cadre d'un rappel à la loi.

Reuters/Waraa

★ Une présentatrice météo victime d'un problème de robe

En direct, Liberté Chan de la chaîne américaine KTLA5 a dû changer de tenue. En cause ? Sa robe verte.



C'est bien

connu, les animatrices météo présentent leur bulletin devant un fond vert. Alors forcément, la règle numéro un est de ne pas porter de vert, au risque de voir la carte apparaître sur sa tenue. Une présentatrice californienne s'en souviendra. Alors qu'elle s'apprêtait à donner les températures de la côte ouest des États-Unis, Liberté Chan de la chaîne locale KTLA5 a constaté un léger problème avec sa robe. « Oh, je vais devoir me changer, regardez-ça ! », lâche-t-elle en direct devant les présentateurs de l'émission surpris de voir la carte météo affichée sur sa robe fleurie. « Je pensais que ma robe était suffisamment claire », ajoute-t-elle.

Le présentateur du programme, Chris Burrous, se précipite alors vers la jeune femme pour lui prêter sa veste de couleur noire. Finalement, Liberté Chan décide de s'amuser de la situation en dansant sur le plateau avec sa tenue un peu trop ample. « Vous avez une ceinture ? Je pourrais porter une ceinture », conclut-elle. Une réplique digne des émissions des Cristina Cordula.

Source : lefigaro

